
Schéma de Cohérence Territoriale

Bilan de la concertation

Pays de La Châtre en Berry



28 octobre 2019
Arrêt de projet

SOMMAIRE

Sommaire	3
1 Les modalités de concertation retenues	4
2 La concertation conduite durant la procédure	5
2.1 L'immersion.....	5
2.2 Les trois réunions publiques de la phase diagnostic	5
2.3 Le Forum SCoT de la phase PADD	5
2.4 Les deux réunions publiques de la phase DOO.....	5
3 Le registre de concertation	6
4 Le bilan de la concertation	6

1 LES MODALITES DE CONCERTATION RETENUES

Par délibération du 1^{er} avril 2016, les élus du Comité Syndical du Pays de la Châtre en Berry ont adopté les modalités de concertation suivantes :

4) que la concertation sera mise en œuvre selon les modalités suivantes :

Le Pays s'engagera dans une **démarche de concertation** auprès du public (collectivités, Conseil de développement, partenaires institutionnels, habitants, associations, professionnels) pendant toute la durée de l'élaboration du SCoT, selon les modalités suivantes :

- **Information régulière du public sur l'avancement de l'élaboration du SCoT** par la presse locale et la mise à disposition du public de documents validés (porter à connaissance de l'Etat, Diagnostic, PADD, DOO) au siège du Pays et sur son site internet (WWW.pays-lachatre-berry.com)
- **Transmission des documents liés au SCoT** aux collectivités locales (Communes et Communautés de Communes), aux territoires limitrophes et aux partenaires du Pays (Etat, Région, Département et 3 Chambres consulaires)
- **Recueil des observations du public** faites par courrier, par mail ou consignées au sein d'un registre ouvert au siège du Pays
- **Organisation de réunions publiques** au fur et à mesure de l'élaboration du SCoT (Diagnostic, PADD, DOO) annoncées par voie de presse et sur le site internet du Pays
- **Démarche de concertation** enrichie à chacune des étapes du SCoT suivant les besoins et les enjeux qui seraient révélés par les études

2 LA CONCERTATION CONDUITE DURANT LA PROCEDURE

2.1 L'immersion

Trois temps d'immersion ont été organisés en septembre 2017 au moment du lancement de la démarche de SCoT :

- 11 septembre 2017 : lycée George Sand, La Châtre
- 12 septembre 2017 : marché de Saint-Août
- 12 septembre 2017 : Intermarché d'Aigurande

Les objectifs de l'immersion sont d'informer les habitants de la démarche d'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays et de récolter des informations sur les perceptions et les pratiques des habitants du Pays pour nourrir le diagnostic. Un intervenant passe trois demi-journées dans ces lieux stratégiques pour aller à la rencontre des habitants à l'aide de questionnaires et de plan IGN format A3 du territoire.

L'immersion a permis de produire un rapport d'étonnement montrant la singularité du territoire et d'identifier des pistes d'attractivité à travailler.

2.2 Les trois réunions publiques de la phase diagnostic

En fin de phase de diagnostic, les élus ont souhaité présenter les premiers résultats aux habitants lors de trois réunions publiques :

- 28 novembre 2017 : Neuvy-Saint-Sépulchre
- 30 novembre 2017 : Aigurande
- 7 décembre 2017 : La Châtre

Les trois réunions publiques ont permis de présenter la démarche SCoT, la synthèse du diagnostic et l'approche paysagère et environnementale du territoire. Une phase de questions / réponses a permis aux habitants de débattre avec les élus.

2.3 Le Forum SCoT de la phase PADD

Le Forum SCoT (5 novembre 2018 à La Châtre) a permis de privilégier un format de réunion plus interactif pour favoriser le dialogue lors de la phase de PADD. La première partie de la séance se déroule autour de trois stands, un par axe du PADD. La seconde partie de la séance a permis de restituer les échanges autour des stands et de débattre des grandes orientations du PADD.

2.4 Les deux réunions publiques de la phase DOO

La phase de DOO a été l'occasion d'organiser deux réunions publiques :

- 2 octobre à Cluis
- 3 octobre à La Châtre

Ces réunions se sont déroulées en deux parties : découverte du DOO autour de panneaux de concertation et débats en petits groupe ; présentation en plénière des prescriptions et recommandations du DOO.

3 LE REGISTRE DE CONCERTATION

Comme prévu par la délibération de prescription, un registre a été à la disposition des habitants tout au long de la procédure.

Un dossier a été déposé par l'association Virage Energie et a permis de rappeler les objectifs de la transition énergétique et d'encourager le Pays à les inscrire dans les documents de planification territoriale. Ces objectifs ont été particulièrement pris en compte dans l'axe 2 du PADD et du DOO.

4 LE BILAN DE LA CONCERTATION

Les temps de concertation menés tout au long de la démarche ont avant tout permis d'informer et d'expliquer le contenu du document.

L'immersion, trois temps de concertation conduits « hors les murs » ont permis de toucher un public plus large et plus diversifié. Ils ont permis d'évoquer des problématiques complémentaires comme le patrimoine, la culture, le tourisme, les loisirs, les actions en faveur des jeunes, etc.

Les thèmes de l'emploi, de l'agriculture, de la mobilité ou encore des actions sociales ont été évoquées à de nombreuses reprises. Ils ont nourri la réflexion des élus et le travail d'élaboration du PADD. A de nombreuses reprises cependant, les attentes exprimées sortaient du champ de l'aménagement du périmètre d'application du PLUi, notamment en matière d'action pour l'emploi ou en faveur des transports.

Enfin, dans le cadre de la mise à disposition d'un registre de concertation au siège du Pays afin de recueillir les observations du public les remarques évoquées concernant la transition énergétique ont été prises en compte dans l'axe 2 du PADD et du DOO.

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

Syndicat Mixte du Pays de La Châtre en Berry

04_ BILAN DE LA CONCERTATION

Bilan de la concertation

170900 - Déroulé de l'immersion

170900 – restitution de l'immersion

171130 – Compte-Rendu réunion publique à Aigurande

171207 - Compte-Rendu réunion publique à Neuvy Saint-Sépulchre

171128 - Compte-Rendu réunion publique à La Châtre

181105 – Compte-rendu forum SCoT

191002 – Compte rendu réunion publique à Cluis

191003 – Compte rendu réunion publique à La Châtre

Manifeste association Virage Energie Berry

Contribution de l'association Virage Energie Berry au SRADDET et au SCoT

Lettre au président de l'association Virage Energie Berry

Le : 01/06/2021

Le Président :



Pays de La Châtre en Berry

Élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale

Note de déroulé sur la session d'immersion

1. Objectif de l'immersion :

- Informer les habitants de la démarche d'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays.
- Récolter des informations sur les perceptions et les pratiques des habitants du Pays pour nourrir le diagnostic.

Publics cibles : être présent dans des lieux fréquentés pour toucher un large public, tout en privilégiant une approche sectorielle pour aboutir à un échantillon le plus représentatif possible de la population.

Méthode : 1 intervenant Ville Ouverte passe trois demi-journées dans des lieux stratégiques pour aller à la rencontre des habitants.

Supports : questionnaires et plan IGN format A3 du territoire.

Thématiques abordées :

- Quelle **perception/image** du territoire aujourd'hui et à l'horizon 2030 ? Qu'est ce qui fait la spécificité du Pays de La Châtre en Berry, de la partie du territoire que vous habitez ? A quoi êtes-vous le plus attaché ?
- Quelles **pratiques au quotidien** ? (Habitudes de mobilité, usages des équipements et services publics, pratiques de consommation)
- Quelle **évolution dans le Pays** ? (Parcours résidentiel, rapport à l'emploi)

2. Déroulement de l'immersion

	TEMPS 1 : LUNDI 11 SEPTEMBRE
	de 15h à 18h
Où ?	Devant le lycée Georges Sand, à La Châtre.
Format / Supports	Un stand à proximité de l'entrée du lycée permet de capter les lycéens qui entrent et sortent de l'établissement. Supports : questionnaires et plan IGN grand format du Pays.



	TEMPS 2 : MARDI 12 SEPTEMBRE
	de 9h à 12h
Où ?	Au marché de Saint-Août.
Format / Supports	<i>Déambulation dans le marché avec des questionnaires et une planche avec vue aérienne.</i>

	TEMPS 3 : MARDI 12 SEPTEMBRE
	de 16h à 19h
Où ?	Sur le parking de l'Intermarché d'Aigurande.
Format / Supports	<i>Un stand à l'entrée du supermarché permet de capter les entrants / sortants. Au besoin : Déambulation sur le parking avec des questionnaires et une planche avec vue aérienne.</i>

ÉLABORATION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU PAYS DE LA CHATRE EN BERRY

COMPTE-RENDU DE LA REUNION PUBLIQUE D'AIGURANDE

-

Jeudi 30 novembre 2017

Personnes présentes en tribune

M. Jean-Michel Degay – Maire d'Aigurande ;

M. Valentin Gordet – Chargé de mission PLUi / SCOT ;

M. Thibaud Aguilée – Ville Ouverte ;

Mme Domitille Anorga – Ville Ouverte.

Nombre de participants : 12

Introduction

Valentin Gordet présente la démarche engagée et l'ordre du jour de la réunion publique.

Le bureau d'étude Ville-Ouverte présente les objectifs du SCOT et la synthèse du diagnostic.

Le support de la présentation a été transmis au Pays.

Echanges avec la salle

- Président CDC : Il faut bien préciser qu'entre le SCOT et le PLUi, c'est un rapport de compatibilité (et non de conformité).
- Président CDC : Au-delà du développement de la fibre, il y a eu des travaux de montée en débit (fibre étendue aux sous-répartiteurs).
- Président CDC : A propos des risques et de la question de l'eau, s'il y a aujourd'hui des problèmes de qualité des captages à La Châtre mais non ailleurs, c'est qu'il n'y a pas eu les mêmes investissements réalisés depuis trente ans. Ce n'est pas à tout le Pays de payer pour eux !

Thibaud Aguilée : Ce point a été souligné par la DDT et les services de l'Etat. C'est un point auquel ils porteront attention et que nous devons donc prendre en compte.

- Président CDC : Le diagnostic et les enjeux du SCOT sont tout à fait compatibles avec ceux identifiés dans le cadre de notre PLUi.
- Habitant : Je suis d'accord, c'est rassurant ! Mais en même temps on est très peu nombreux, peut-être parce que les gens n'y comprennent rien. On voit aussi qu'il y a deux procédures en

cours, très proches... est-ce qu'il ne faudrait pas mutualiser ? Le SCOT n'aurait-il pas dû être écrit avant ?

Jean-Michel Degay : Nous avons un certain nombre de POS qui allaient être caducs, d'où l'urgence de commencer l'élaboration de notre PLUi.

Thibaud Aguilée : Vous pointez plusieurs problèmes : une multiplication des documents d'urbanisme qui ne cessent d'évoluer ces dernières années, et en plus ici, deux démarches en cours. Votre PLUi est bien avancé. Effectivement ça aurait dû être l'inverse et ça aurait peut-être été plus clair pour les habitants dans l'autre sens. Notre démarche prend en compte votre PLUi. Nous allons nous servir de votre PADD pour élaborer le PADD du SCOT.

- Président CDC : Les Préfectures sont en train de travailler à la simplification des normes. Une des questions qui a été posée pour l'Indre est celle de la superposition des documents d'urbanisme entre PLUi et SCOT... D'après les annonces du gouvernement, il y aura peut-être à court terme, une suppression de l'un ou l'autre.
- Animateur ADAR CIVAM : Par rapport au besoin de diversifier le parcours résidentiel, cela se pose notamment pour les personnes en période transitoire, en difficultés. Il y a un besoin de logements transitoires. Comment pourrait-on avoir une vision plus précise sur les flux en termes d'installations ? Si on avait des idées plus précises des personnes qui viennent s'installer (Bassin Parisien, Nord) : on pourrait peut-être identifier des axes de coopération à développer ou maintenir, avec des régions qui pourraient alimenter nos régions, nos territoires.

Thibaud Aguilée : Une analyse a été réalisée sur les migrations résidentielles, mais les échantillonnages sont limités et il faut donc les prendre avec mesure. Nous allons aussi réfléchir au profil qu'on voudrait attirer, en réfléchissant en terme d'offre d'emploi et d'offre du parc de logements. Il va falloir réfléchir au positionnement par rapport aux territoires limitrophes et définir un projet de territoire qui s'inscrive en complémentarité. Les objectifs pour le PADD sera de définir comment le pays va se positionner notamment par rapport à Châteauroux.

- Habitante : La question des déplacements est une problématique essentielle. Les distances compliquent le mode de vie.
- Président CDC : Le coût des carburants est essentiel. Les évolutions démographiques récentes ont montré que les gens venaient s'installer dans le Pays, pour aller travailler ailleurs, mais la dynamique a été stoppée avec une hausse très importante et brutale du prix du carburant.

Thibaud Aguilée : L'enjeu va être de réfléchir en matière de polarités, pour favoriser les déplacements courts.

- Président CDC : Vous parlez de la question de l'équipement médical. Ce n'est pas tant un problème d'équipements qu'un problème humain. Nous sommes bien dotés en équipements. Le problème touche vraiment au nombre de médecins. La télé-médecine n'est pas une solution pour les personnes âgées.
- Habitant / conseiller municipal : Aujourd'hui il y a beaucoup d'installation de jeunes retraités. Ils ne sont pas venus ici uniquement par hasard. Ils sont venus pour l'intérêt des paysages et

du rythme de vie et en même temps ils arrivent avec un certain handicap lié à leur âge. Ils viennent renforcer des phénomènes déjà en cours sur le territoire. Face à cela, qu'est-ce qu'on fait ? Cela pose la question de l'accès aux équipements, du développement des soins à domicile, de l'adaptabilité du logement etc.

- Vous avez bien défini l'enjeu de l'équilibre entre agriculture et paysage. Ici, ils sont bien préservés grâce aux exploitations d'agriculture-élevage. Les agriculteurs sont bien sensibilisés à la question de la biodiversité. Mais cet équilibre ne peut se maintenir que par des politiques européennes. Un des grands enjeux pour l'agriculture, c'est la transmission. La tendance aujourd'hui c'est l'agrandissement. Il y a des pistes que vous avez donné etc.
- Habitante : Ce serait très dommage si ce n'était que quelques grandes exploitations qui concentraient tout.
- Président Pays : Le tourisme est aussi une piste nécessaire.
- Par le tourisme, il faut voir ce que les gens consomment, mais aussi prendre en compte les gens qui réparent les maisons (résidences secondaires) et les impacts positifs tant en matière de paysage que de dynamisme de l'artisanat local. A l'échelle du département, nous sommes le Pays où l'artisanat est le plus développé par rapport nombre d'habitants, il faut maintenir ce secteur.
- Président CDC : Il faut aussi souligner les investissements qui vont être insufflé dans le domaine de l'énergie (1 millions d'euros dans l'objectif d'en faire un territoire à énergie positive).

Thibaud Aguilée : Toutes ces thématiques sont liées. L'objectif du SCOT est de trouver les éléments qui vont initier une dynamique positive.

- Est-ce qu'il n'y aurait pas des objectifs pour que la SAFER et les collectivités locales puissent travailler ensemble. Il y a des conventionnements possibles.

Thibaud Aguilée : Par rapport à cette stratégie, le fait que la Chambre d'agriculture fasse partie de notre équipe va permettre d'y réfléchir.

- Animateur ADAR CIVAM : Nous essayons de travailler sur du repérage pour identifier comment faire coïncider l'offre d'exploitations et le profil du jeune qui s'installe.

ÉLABORATION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU PAYS DE LA CHATRE EN BERRY

COMPTE-RENDU DE LA REUNION PUBLIQUE DE NEUVY-SAINT-SEPULCHRE

-

Mardi 28 novembre 2017

Personnes présentes en tribune

M. Guy Gautron – Maire de Neuvy-Saint-Sépulchre ;
M. Valentin Gordet – Chargé de mission PLUi / SCOT ;
M. Thibaud Aguilée – Ville Ouverte ;
Mme Domitille Anorga – Ville Ouverte.

Environ 45 participants

Introduction

Valentin Gordet présente la démarche engagée et l'ordre du jour de la réunion publique.
Le bureau d'étude Ville-Ouverte présente les objectifs du SCOT et la synthèse du diagnostic.

Le support de la présentation a été transmis au Pays.

Echanges avec la salle

- D'où viennent les données ?

Thibaud Aguilée : Il s'agit pour l'essentiel de données statistiques de l'INSEE, comme année de référence 2014. Elles sont aussi issues d'un certain nombre d'études complémentaires.

- Je suis surpris de votre formulation « Comment faire vivre les villages ? ». N'y a-t-il que des villages dans le Pays ? On peut se poser la question pour certains mais pour la Châtre il n'y a pas de doute... Attention à ne pas avoir un vocabulaire trop ruraliste.
- A propos de la question de la gestion de l'eau, il y a effectivement la question du risque d'inondation. Mais c'est aussi la problématique de la qualité de l'eau qui compte.

Thibaud Aguilée : Cette thématique n'a pas été présentée dans la synthèse de ce soir mais elle a bien été traitée dans le cadre du diagnostic. C'est effectivement une thématique très importante pour le territoire, notamment parce que les points de captage de La Châtre ne sont plus aux normes aujourd'hui et qu'il y a donc une réorganisation à prévoir.

- On devrait faire comme les anciens et amener les habitants à proximité des points d'eau ! Je suis pour ma part assez sceptique sur les SCOT qui apportent plus de contraintes que de

solutions. Pour les problématiques sur le paysage, on voit beaucoup de bocage laissés à l'abandon et qui s'enrichissent et se ferment. Il y a aussi des maires qui sont bloqués parce que le SCOT favorise les constructions dans les bourgs plutôt que dans les hameaux, or les gens qui s'installent à la campagne ne cherchent pas venir s'installer en ville !

Thibaud Aguilée : Le SCOT recherche un équilibre entre le maintien des paysages et de l'agriculture tout en offrant des possibilités de constructions et de développement. Ces questions vont être au cœur de la phase de PADD qui commence. A propos de la question des contraintes qu'imposent un SCOT, c'est effectivement un point d'attention auquel nous veillons. Notre objectif est d'en faire un outil supplémentaire et non une contrainte. Enfin, sur l'urbanisation dans les bourgs et non dans les hameaux, c'est une directive portée par les lois nationales (loi Grenelle II, ALUR etc). Le SCOT s'inscrit dans une hiérarchie de normes, il ne peut pas aller à l'encontre des lois. Ces lois répondent à l'objectif de limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles. Mais il y a bien un enjeu de juste équilibre à trouver et c'est bien l'enjeu à venir.

- Nous faisons le constat du bocage qui disparaît. Or c'est l'agriculteur qui fait le bocage. Cela doit être une des priorités du SCOT. En même temps, il faut prendre en compte les problématiques démographiques. Avez-vous fait le rapport entre la consommation d'espaces et l'évolution de la démographie ? Le maintien des terres agricoles est fondamental. Si l'agriculture n'a plus de terre, elle ne peut pas se maintenir.
- Le bocage n'est pas l'ennemi de l'agriculteur, sauf que mal géré et mal encadré, il peut aboutir à sa disparition. Lorsqu'on lui impose trop de contraintes, l'agriculteur par peur de se trouver enfermer, fait souvent l'inverse... et cela aboutit à des arrachages de haies et des façons de replanter qui manquent de cohérence.

Thibaud Aguilée : Notre approche vise à valoriser le bocage, comme composante essentielle de l'agriculture et des paysages et à l'articuler avec d'autres dimensions agricoles, vers une diversification des activités notamment : comment on peut proposer une gestion raisonnée du bocage, le valoriser à travers la filière bois, mais aussi comme porteur d'une identité pouvant être valoriser touristiquement... Par rapport à la consommation des terres, c'est un travail que nous n'avons pas encore réalisé mais que nous allons engager maintenant dans le cadre de l'élaboration du PADD.

- A propos des logements vacants, il y en a effectivement beaucoup dans les bourgs mais qui sont impossibles à réinvestir à cause des périmètres Monuments Historiques qui limitent les possibilités de travaux.

Thibaud Aguilée : La problématique des logements vacants est centrale. Ils sont effectivement peu adaptés à la demande actuelle et l'enjeu va être de réfléchir comment les remettre aux normes tout en préservant la qualité architecturale globale du bâti et des bourgs. Ces démarches de réhabilitation sont en même temps l'occasion de mettre en place des cercles vertueux à mettre en place (puisque les travaux de rénovation sont l'occasion de mobiliser l'artisanat local etc). La réflexion portera sur tous les leviers mobilisables pour répondre aux enjeux.

- Vous donnez une partie de la réponse avec l'OPAH. C'est ça qu'il faut travailler, d'autant plus qu'il y a une dynamique nationale... ce serait bien d'avoir un bilan plus approfondi dans le diagnostic. La question de la transition énergétique dans les logements a été peu évoquée : il

n'y a pas que la question des performances thermiques. Cela va aussi se traduire par les conditions d'intégration des panneaux solaires etc. Il risque d'y avoir un certain désordre entre les trois PLUi, qui pourraient valoir PLH. Est-ce que vous envisagez que le SCOT soit accompagné d'un PLH ? Ne serait-ce pas une meilleure échelle pour aborder cette thématique ? Parce que c'est dommage de payer un bureau d'études et de mener une telle démarche en laissant de côté cette problématique si importante...

Valentin Gordet : Aujourd'hui ce n'est pas prévu. Le bilan de l'OPAH qui vient de se terminer est en cours. Une autre est en préparation. Il est prévu que le Pays continue dans cette lancée.

- Le gros problème des logements anciens, c'est la redistribution des pièces... on manque d'architecte d'intérieur. C'est ça qui permettrait vraiment d'améliorer l'habitat ! Ce n'est pas seulement une question de fenêtre et d'isolation !

Thibaud Aguilée : Nous ne pourrions pas définir cet objectif aussi précisément mais cette thématique sera bien reprise dans le SCOT.

- Est-ce que le SCOT peut nous amener des financements ?

Valentin Gordet : Pas directement, mais cela peut favoriser les négociations, faciliter des contractualisations, mutualiser certains coûts.

- Vous évoquez l'importance du maintien du paysage bocager, l'impact des carrières... Où en est-on de l'éolien ?

Valentin Gordet : Il y a actuellement plusieurs projets validés ou en cours d'études (à Saint-Août, Saint-Chartier).

Domitille Anorga : Le SCOT ne va pas pouvoir interdire les éoliennes (puisque la loi l'incite et qu'il y a des schémas régionaux qui orientent ces thématiques), en revanche, il va permettre d'orienter leur implantation pour limiter l'impact paysager.

Thibaud Aguilée : Le SCOT va permettre d'affirmer la position du Pays sur cette question, qui pourra s'appuyer sur ce discours pour argumenter un refus etc.

- Avec les nouvelles régions, il y aura un SRADDET qui abordera forcément la question du déficit et du retard sur les lois de transition énergétique. Il faut se poser la question du potentiel solaire, biomasse etc... je suis plus choqué par les entrées de ville, l'hétérogénéité de clôtures peu qualitatives d'implantation de pavillons dans tous les sens, de logements vacants etc, l'éolien pas forcément le pire ! C'est essentiel de réfléchir à ces questions et de l'introduire dans notre projet de territoire.
- Vous évoquez une démarche de co-construction du SCOT : est-ce qu'il est prévu d'impliquer les habitants ? Quelle est la suite de la concertation prévue ? Quel est le calendrier ? Au niveau de la région, ils ont lancé un groupe de travail sur les déchets etc, ce serait intéressant de mettre au point un groupe de travail collaboratif.

Thibaud Aguilée : Au cours de la phase de diagnostic, il y a eu l'immersion pour l'enrichir d'une approche plus sensible. Il y aura d'autres rendez-vous dans la phase de PADD qui sont en cours de définition. C'est trop tôt pour vous indiquer plus précisément la suite du calendrier.

ÉLABORATION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU PAYS DE LA CHATRE EN BERRY

COMPTE-RENDU DE LA REUNION PUBLIQUE DE LA CHÂTRE

-

Jeudi 7 décembre 2017

Personnes présentes en tribune

M. Valentin Gordet – Chargé de mission PLUi / SCOT ;

M. Thibaud Aguilée – Ville Ouverte ;

Mme Domitille Anorga – Ville Ouverte.

Nombre de participants : 35

Introduction

Valentin Gordet présente la démarche engagée et l'ordre du jour de la réunion publique.

Le bureau d'étude Ville-Ouverte présente les objectifs du SCOT et la synthèse du diagnostic.

Le support de la présentation a été transmis au Pays.

Echanges avec la salle

- M. Patrick Judalet : Sur la question des médecins, en 2020 on sera morts !

Thibaud Aguilée : L'enjeu pour le SCOT est de définir les leviers à activer pour mettre en route une dynamique et attirer de nouveaux médecins.

- Est-ce qu'on doit attendre l'approbation du SCOT en 2020 pour lancer la réalisation du PLUi ?

Thibaud Aguilée : Non. Effectivement officiellement, il faudrait que le SCOT soit approuvé avant le PLUi, mais dans la pratique, les démarches de PLUi vont se poursuivre. Il y a un décalage de calendrier, mais les études vont être menées simultanément. Nous allons les intégrer dans le SCOT, pour définir un projet global cohérent et pour que le SCOT ne soit pas défini en contradiction avec les projets de PLUi.

Valentin Gordet : L'élaboration du SCOT va être légèrement en avance, mais ça va être un atout pour la réalisation du PLUi, notamment pour l'élaboration du diagnostic : nous avons grâce au SCOT une vision d'ensemble qui va pouvoir être approfondi notamment sur les points les plus saillants.

- Habitant : Je remarque qu'il n'y a quand même pas beaucoup de monde ce soir pour mesurer l'incidence d'un tel projet. D'autant que les objectifs identifiés sont forts. Vous écrivez « réinventer un modèle économique et agricole », est-ce que le SCOT peut vraiment le faire ?

Thibaud Aguilée : Il y a eu beaucoup de communication faite pour ces réunions publiques et même si ça ne vous paraît pas beaucoup, notre expérience sur d'autres études nous montre que nous avons eu quand même un bon niveau de participation. A propos de l'ambition du SCOT, oui les enjeux identifiés sont extrêmement ambitieux. Ce sont des mots d'accord mais l'objectif c'est que les élus discutent entre eux et avec les acteurs du Pays. Le SCOT crée un espace de dialogue qui va permettre de faire évoluer les politiques territoriales. Le PADD va définir des objectifs mais il ne figera pas tout non plus. Le SCOT est un cadre pour préserver les équilibres et donner des orientations. Il servira de support pour poursuivre les politiques publiques. Ces grands objectifs ne reposent donc pas uniquement sur le SCOT.

- Habitant : Sur l'emploi, peut-être est-ce lié à la présentation, mais votre diagnostic manque de profondeur, c'est un peu rapide.

Thibaud Aguilée : Le travail a bien été fait et est plus approfondi que ce qui a été présenté. Une synthèse sera bientôt mise en ligne et vous permettra de regarder l'ensemble du travail réalisé.

- Habitant (un agriculteur) : D'abord qui êtes-vous ? Vos propos m'inquiètent beaucoup. Quant au diagnostic, il tire des conclusions sur 51 questionnaires. N'aurait-il pas mieux valu une plus grande immersion, dans des lieux plus vastes et mieux ciblés, là où les gens vivent vraiment (un supermarché par exemple). L'importance du cadre de vie dans les réponses me pose question. Il faudrait avoir une idée un peu plus précise des personnes interrogées.

Thibaud Aguilée : Pour revenir sur notre présentation qui a été faite peut-être un peu rapidement, nous sommes une équipe de plusieurs bureaux d'études : Ville-Ouverte, Arthur Rémy, Chambre d'agriculture et Ecogée. Comme nous l'avons dit, l'immersion réalisée a été restreinte et limitée. L'immersion n'est pas le fondement du diagnostic. Elle est venue en complément de discussions avec les élus, d'un travail de terrain, d'études statistiques etc. Nous n'avons pas forcément eu les autorisations pour aller dans d'autres lieux. Par rapport aux personnes intéressées par le cadre de vie, je n'ai pas le détail ici. Dans les questionnaires, nous avons cherché à dégager les grandes tendances par âge ou par lieu de vie.

- Habitant : Etes-vous allés voir les banques pour savoir qui vient ici ?

Thibaud Aguilée : Non, nous avons fait un travail sur le marché de l'immobilier.

- Habitant : Est-ce qu'il ne serait pas judicieux d'agrandir l'équipe en intégrant des économistes.

Thibaud Aguilée : Dans notre agence, nous comptons des spécialistes sur ces questions qui seront mobilisés au cours de la mission. Il y a également le regard de la Chambre d'Agriculture qui va nous aider.

Valentin Gordet : Le marché prévoit la réalisation d'un Document d'Aménagement Artisanal et Commercial qui sera réalisé en même temps que le SCOT.

- Habitant : Une des richesses de notre ruralité, c'est l'artisanat. Nous avons un réseau important. C'est essentiel de le maintenir. Je ne vois pas comment ce document d'urbanisme pourrait résoudre le problème des déplacements, sinon en concentrant tout le monde au même endroit.

Thibaud Aguilée : L'artisanat est une richesse réelle, une filière à conforter et à relier à la thématique de l'habitat par exemple, puisque le marché de la rénovation des logements peut avoir un impact très

positif sur l'artisanat. Par rapport au risque de concentrer tout le monde au même endroit, c'est la deuxième thématique très sensible qui est au cœur du diagnostic, avec celle du maintien du bocage. L'idée qui ressort de notre analyse de la structuration du territoire est qu'il faut un certain nombre de personnes pour se rendre dans les polarités (et permettre le maintien des commerces et des équipements), et en même temps, il ne s'agit pas de nier la vie dans les hameaux. L'enjeu est bien de s'interroger sur la manière de maintenir la vie dans les villages tout en s'adaptant à l'évolution des usages et des déplacements.

- Habitant : Comment est organisé votre travail avec les élus ?

Valentin Gordet : Un comité de pilotage a été défini, avec une commission d'élus en charge du suivi de l'élaboration du SCOT et des temps de séminaires, permettant d'aller un peu plus loin pour approfondir des thématiques en mobilisant également d'autres acteurs et services.

Thibaud Aguilée : Lors de ces séminaires, on est souvent sous forme de tables-rondes thématiques. L'objectif de cette organisation est de permettre que tout le monde se parle. On espère que ces débats et travaux se poursuivront au-delà du SCOT.

- Habitant : Pour revenir sur la question de l'économie : votre présentation paraît probablement volontairement optimiste. Pourtant d'autres éléments montrent des dynamiques négatives. Cette évolution critique ne ressort pas beaucoup dans votre présentation. Vous faites un diagnostic ici du Pays de la Châtre, est-il prévu de comparer notre territoire avec d'autres (pour savoir ce qui a été fait ailleurs, pour profiter des expériences des autres...). Il est important que les élus puissent échanger entre eux et que la réflexion ne soit pas portée uniquement par des techniciens.

Thibaud Aguilée : Vous avez raison sur les difficultés économiques et démographiques. La question de l'emploi est d'ailleurs revenu dans les deux sens dans l'immersion. Plusieurs personnes ont parlé de « déclin », « désertification » etc. Les dynamiques qui se mettent en place sont inquiétantes, mais à nos yeux, le Pays se situe aujourd'hui à un point de bascule : il ne faut pas qu'il tombe du mauvais côté et c'est tout l'objectif que nous essayons de poursuivre dans le SCOT. Par rapport à la question des comparaisons et aux échanges entre élus, c'est effectivement très important. Lors du 1^{er} séminaire, il y a eu l'intervention du Président du Pays de Castroussin : dans le cadre de leur SCOT, ils avaient mis en place des ambitions importantes en matière commerciales. Il est prévu d'inviter d'autres élus pour la suite de l'étude. Nous techniciens, travaillons aussi à regarder ce qu'il se fait ailleurs : nous faisons en ce moment un travail de bibliographie et d'analyse des SCOT voisins que nous allons présenter aux élus pour qu'ils puissent choisir un positionnement. Châteauroux n'a pas les mêmes problématiques que le Pays, mais il faut que le Pays se positionne par rapport à Châteauroux, en réfléchissant en termes de « concurrence » ou de « complémentarité ».

M. François Daugeron : Lorsqu'on fait nos réunions, il est très difficile de mobiliser les personnes qualifiées et les élus. Or leur implication est fondamentale. On revient toujours aux problématiques de l'économie, de l'agriculture, à l'enjeu de capter et fixer la jeunesse. Aujourd'hui, nous devons nous interroger sur comment faire pour que nos faiblesses deviennent des atouts et que les gens viennent chez nous. Les commerces sont importants mais il faut que les gens viennent chez nous. C'est important que le PLUi suive aussi. Nous allons jouer la carte de la complémentarité. Ce que nous mettons en place à Etaille répond à cela : comment faire en sorte que les industriels viennent s'y installer. Il faut de la ruralité positive. Une fois que l'emploi va redémarrer, le reste va pouvoir suivre.

Notre objectif est de mettre en valeur nos atouts. On ne peut pas continuer comme ça. Ne soyons pas en opposition élus/personnes qualifiées et travaillons ensemble. C'est vrai qu'il est difficile de maintenir de la motivation quand on est sur des élaborations longues et pour des choses qui se mettront peut-être en place dans dix ou quinze ans, mais il est essentiel de s'impliquer et de travailler ensemble.

Pays de la Châtre en Berry

Elaboration du Schéma de Cohérence Territorial

COMPTE-RENDU DU FORUM SCOT

5 novembre 2018, 18h – 20h30

Ce forum a rassemblé une soixantaine de participants (des élus et des habitants). La liste des participants est annexée au présent compte-rendu.

Personnes présentes pour répondre à la salle

Equipe technique du Pays

M. Yann Le Roux – Directeur du Pays de La Châtre en Berry ;
M. Nicolas Thepault – Chargé de mission PLUi / SCOT.

Membres de l'équipe d'élaboration

M. François Déalle-Facquez – Ville Ouverte ;
Mme Domitille Anorga – Ville Ouverte ;
M. Arthur Remy – Paysagiste.

Introduction

Il a été choisi de ne pas faire une réunion publique classique, mais de privilégier un format de réunion plus interactif, pour favoriser le dialogue et de mieux récolter les propositions des habitants. La répartition en trois stands permet aux participants d'approfondir les thèmes du PADD et d'interagir avec l'équipe d'élaboration du SCOT sur les propositions faites.

Les supports des réunions publiques de la phase de diagnostic et du forum de ce jour, vont être mis en ligne en libre accès, ainsi que leurs comptes-rendus. Ils sont déjà en ligne aujourd'hui mais uniquement dans l'espace-élus. La diffusion sera rapidement élargie.

L'objectif du PADD est de nous questionner sur les priorités qui seront privilégiées dans les 25-20 prochaines années. Trois thématiques sont développées dans les trois stands :

1. Structurer la stratégie économique
2. Valoriser le paysage
3. Conforter l'armature urbaine du territoire

Le forum se déroule en deux temps :

- un temps d'échange à chacun des stands ;



- un temps de restitution commune, en format plénière, permettant de présenter à tous, les principaux débats et propositions qui se sont déroulés sur chacun des stands. Ce temps en plénière est également l'occasion de répondre à de nouvelles questions ou réactions.



Les pages suivantes présentent une synthèse des échanges qui ont été tenus durant ce temps en plénière.

Axe 1 : Structurer la stratégie économique

Restitution des échanges et des contributions sur le stand

1) Assurer le développement et le maintien de l'emploi local

Le maintien des structures existantes est l'enjeu premier et doit davantage ressortir. Il est indispensable de préserver l'emploi existant avant de développer ou créer de nouvelles formes d'emplois. Cet enjeu de maintien de l'emploi local se décline à travers l'enjeu de la transmission des entreprises et de la problématique du recrutement (qui traduit un manque d'attractivité et un manque de moyens humains).

Le développement de filières est un axe important également et est perçu comme un moyen efficace pour soutenir l'emploi. Le développement de la filière des énergies renouvelables est identifié pour les participants comme une piste intéressante à exploiter.

La transition énergétique est un nouveau gisement pour l'emploi local.

2) Définir une stratégie globale de gestion des ZAE

Le PADD affirme la volonté de ne pas les multiplier et de cibler les investissements sur certaines zones en priorité, pour privilégier des actions plus efficaces.

Faire des bâtiments publics un secteur exemplaire de la rénovation.

Assurer la cohérence des projets avec les enjeux climatiques

3) Ouvrir le Pays de La Châtre en Berry aux nouvelles technologies et nouvelles formes de travail

L'enjeu et le potentiel liés à l'accessibilité numérique du territoire est réel, même si ce n'est pas le SCOT qui va résoudre lui-même les problèmes de couverture numérique du territoire.

4) Affirmer l'importance de la proximité, fondement d'une nouvelle image de marque pour le Pays

Il apparaît fondamental pour tous les participants de protéger et soutenir les commerces de proximité. Plusieurs ont souligné le besoin de cohérence entre le soutien aux commerces et la maîtrise du développement des zones commerciales. Quelques participants étant eux-mêmes commerçants ont bien exprimé leur difficulté à retrouver des repreneurs. Il est nécessaire que les collectivités soient pro-actives sur cette question.

Ne pas agrandir les surfaces commerciales car il y a déjà trop de commerces vacants !

Pour renforcer les circuits-courts, il faut soutenir les initiatives engagées

Les circuits-courts sont un axe important à développer aux yeux des participants. Ce n'est pas le seul débouché pour l'agriculture mais c'est une option, aujourd'hui minoritaire, qui pourrait devenir un levier de développement plus important pour demain.

La collectivité doit accompagner les petits commerces (achats, travaux des fonds de commerces...)

Echanges avec la salle

- « Pour la partie sur la transition énergétique, l'intérêt et le potentiel économique que cela représente pour la filière habitat et rénovation n'est pas pointée, c'est un manque. »

Ville Ouverte : Cette thématique pourra être complétée. La méthode de l'évaluation environnementale nous oblige à justifier tous les choix et objectifs, à montrer les liens entre les différents thèmes et axes, pour avoir une vision globale et transversale. Nous allons ainsi évoquer de nouveau la question de la filière énergétique dans l'axe 2, sous un autre angle.

Axe 2 : Valoriser le paysage

Restitution des échanges et des contributions sur le stand

Il est rappelé que l'objectif de cet axe n'est pas seulement de protéger le paysage mais de le valoriser et de faire du paysage, le fer de lance pour le développement du territoire. Plusieurs pistes peuvent faire l'objet d'une valorisation : les entrées-de-ville, les zones d'activités, les parkings, la rénovation du bâti ancien, les sites naturels et la biodiversité etc. Cela nous permet de mesurer la transversalité de cette thématique, qui n'est pas exclusivement contenue dans cet axe, mais qui est évoquée également dans l'axe, pour le traitement paysager des zones d'activités par exemple.

Préserver c'est entretenir
(les haies, les chemins...).

Il faut replanter des haies le
long des chemins

1) Conforter l'agriculture, pilier économique et identitaire du territoire

Les orientations proposées ont été approuvées par les participants, en revanche la représentation cartographique pose plus de souci. Un problème de définition des grandes zones paysagères a été pointé, particulièrement sur ces zones blanches, qui sont des zones de transition entre bocage et grandes cultures. Il est important de les qualifier et de définir leurs spécificités et leurs enjeux.

Il y a également un oubli de la dimension viticole à proximité de Châteaumeillant, qui constitue un atout économique mais aussi paysager et touristique (avec les cabanes viticoles etc...).

2) Faire entrer le territoire dans la transition énergétique

Les participants ont souligné les potentialités et la transversalité de cette thématique. Les avis étaient favorables aux orientations proposées.

Valoriser le bois des haies avec
une gestion durable

Le paysage à préserver
c'est aussi lutter contre
les logements vacants.
C'est essentiel de rénover
l'habitat.

3) Définir une image touristique attractive pour le territoire

Sur l'objectif de « faire la promotion du territoire », les actions engagées par l'office de tourisme ont été rappelées, pour faire notamment des habitants et des communes, des « médiateurs de découverte » du patrimoine et des paysages, auprès des touristes.

L'enjeu de la mise en réseau des sites au-delà des limites du territoire, en reliant les axes touristiques avec les pôles et régions touristiques voisines, permettrait également de donner plus d'ampleur au potentiel touristique local.

Enfin, l'enjeu de l'amélioration et de la densification de la signalétique doit être souligné dans le PADD.

4) Faciliter les mobilités douces et les nouveaux moyens de transports à l'échelle du Pays

Pour l'aménagement du réseau cyclable, il a été souligné l'importance de poursuivre l'aménagement des voies vertes et de valoriser les sentiers, qui bordent notamment les cours d'eau et dont l'aménagement permettrait d'ailleurs d'entretenir ces cours d'eau aujourd'hui très inégalement accessibles et valorisés.

Il faut mettre à disposition des cartes des réseaux cyclables

Echanges avec la salle

- *« Il est étonnant qu'il n'y ait pas de référence à la biodiversité dans cet axe, alors que ça fait quand même partie des thèmes obligatoires et qu'il existe des documents réglementaires sur cette question, qui s'imposent au territoire. »*

Ville Ouverte : Effectivement, ce n'est pas une option. Le Scot doit tenir compte d'un certain nombre de documents qui s'impose à lui, selon ce qu'on appelle « la hiérarchie des normes ». Les objectifs de valorisation de la biodiversité et de l'environnement sont bien traités mais il a été choisi de les intégrer à l'axe 3, qui va vous être présenté maintenant.

Arthur Remy : Nous avons cherché à montrer l'enjeu du rapport entre l'urbanisation, la topographie, l'agriculture. Notre approche vise à montrer que ce n'est pas l'urbanisation qui est l'élément fondateur, mais bien le paysage et qu'à ce titre, le regard doit s'inverser. L'axe 3 explique donc comment on essaie de mieux mailler urbanisation et paysage, pour préserver les équilibres.

- *« Si je comprends bien, on n'apporte rien de plus que les documents régionaux, dans lesquels toutes les idées et orientations sont déjà fixées. »*

Ville Ouverte : Au contraire. Dans la hiérarchisation des normes, le principe est que chaque strate documentaire, chaque élu à son niveau doit préciser les choses à son échelle. Par exemple, l'Etat a lancé une politique de valorisation des centres-bourgs, avec des financements possibles, mais c'est à chacun de s'en saisir pour voir où et comment le décliner.

- *« Aujourd'hui nous ne sommes pas dans des propositions de mise en œuvre. »*

Ville Ouverte : Non effectivement. Dans le diagnostic, nous avons d'abord dressé un portrait du territoire. Aujourd'hui, dans la phase de PADD, nous cherchons à définir des orientations à horizon 15-20 ans, pour donner une ligne directrice. Et dans les mois suivants, nous serons plus précis, pour définir les moyens pris pour y parvenir, dans le cadre de l'élaboration du Document d'Orientations et d'Objectifs.

Axe 3 : Conforter l'armature urbaine du territoire

Restitution des échanges et des contributions sur le stand

Les orientations proposées pour « garantir le maintien de la population » et « adapter les logements pour tous » ont été approuvées par les participants. L'enjeu de la rénovation des logements existants et de la construction dans les dents creues plutôt que de créer de nouvelles constructions en extension urbaine a été identifié comme un axe majeur à affirmer.

Réhabiliter le parc HLM pour qu'il reste attractif

L'enjeu de « renforcer les centres-bourgs » a été souligné, notamment par le maintien de l'offre commerciale, évoquée précédemment et par un maintien des équilibres pour que l'offre de commerces, services et équipements soit répartie sur l'ensemble du territoire.

Il ne faut pas concentrer tous les équipements scolaires sur La Châtre.

La déclinaison cartographique n'a pas fait l'unanimité et a introduit plusieurs points d'amélioration. Sur la carte des orientations par bassins de vie, deux problèmes sont identifiés : le terme « périurbain » est difficile compréhensible pour le Val-de-Bouzanne, puisque ce n'est pas ce qui est voulu pour cette partie du territoire. La qualification de la zone « jaune » est peu satisfaisante et ne contribuera pas à l'attractivité de cette partie du territoire, au contraire. Il semble important de proposer une autre vision et projection de ce secteur, peut-être en faisant le lien avec le potentiel viticole.

Sur les deux cartes, un point de difficulté a été d'appréhender les rapprochements entre les communes et la manière dont ils pourraient se décliner concrètement sur le long terme. Il a été précisé qu'il s'agit d'entrer dans une dynamique de mutualisation (des services et des équipements scolaires mais aussi sportifs, culturels...), pour assurer un maintien de l'offre de proximité et des bassins de vie locaux et pour mieux cibler les investissements.

Echanges avec la salle

- « Vous parlez de la valorisation des commerces de proximité et pourtant un permis de construire vient d'être délivré pour créer une nouvelle zone commerciale ! »

Ville Ouverte : Vous constatez qu'il reste plusieurs questions à trancher. Les élus vont avoir des arbitrages à faire. L'enjeu sera évoqué dans le PADD et la déclinaison se fera aussi plus tard dans le Document d'Orientations et d'Objectifs.

- « La question de l'eau est absente de votre document, qu'il s'agisse de la gestion de la ressource comme de la protection de la qualité de l'eau. C'est un manque qu'il faut compléter. ».

Ville Ouverte : Ce thème n'a pas été évoqué dans la restitution, mais la question de l'eau (hydrographie, qualité environnementale de la ressource...) est intégrée dans l'orientation sur la trame verte et bleue. Nous veillerons à approfondir ce thème dans la version finale du PADD, bien que sa déclinaison plus précise et spatialisée sera traitée à l'échelle des PLUi.

- « *Quelles sont les grandes orientations prises en matière de déplacements ? Quelles sont les mesures définies pour limiter les déplacements, la pollution etc. ?* »

Ville Ouverte : Le SCOT n'a pas vocation à être un schéma de déplacements, mais il affirme certains objectifs en matière de mobilités douces et de transports durables. Après, en privilégiant les centres-bourgs et la proximité, le SCOT répond indirectement à la volonté de limiter les déplacements et l'impact environnemental.

Conclusions et suite de la démarche

Y. Leroux : La réunion de ce soir a permis de donner une vision globale des axes du PADD. Il doit être aujourd'hui rédigé, pour sortir de la liste et mieux montrer la cohérence globale. Le projet va être complété et enrichi des réflexions et échanges que nous avons eu ensemble ce soir. Il reste un certain nombre d'arbitrages à faire par les élus et d'autres à affiner plus tard. Nous vous remercions pour votre mobilisation et votre participation à ce forum.

Pays de la Châtre en Berry - Elaboration du Schéma de Cohérence Territorial

COMPTE-RENDU RÉUNION PUBLIQUE

2 octobre 2019, Cluis

La réunion publique a concerné spécifiquement le Document d'Orientation et d'Objectifs. Elle s'est déroulée en deux temps :

- Un premier temps d'atelier (30 minutes) : les participants s'informent, débattent et font des propositions autour de trois stands présentant les panneaux de synthèse de chacun des trois axes du DOO. Les propositions et interrogations sont retranscrites sur des post-it placés à côté des objectifs débattus.
- Un second temps de plénière (1 heure) : le BE présente de manière plus exhaustive les outils mis en place dans le DOO. Un temps est dédié aux questions à la fin de chaque axe. Les élus, les services et le BE répondent aux questions et alimentent le débat.

Nombre de participants : 16 personnes

Le calendrier, la possibilité de faire des commentaires dans le registre de concertation et le reste de la procédure avec notamment l'enquête publique sont rappelés.

Axe 1

- Le foncier disponible actuellement pour les ZAE correspond à 48 ha. Le projet permet aux PLUi d'ouvrir à l'urbanisation 72 ha supplémentaires. Les élus ont fait ce choix ambitieux pour favoriser le développement économique.
- La préservation des petits commerces dans les centres-bourgs est essentielle. Pourquoi ne pas avoir appliqué la règle des commerces de moins de 350 m² de surface plancher dans tous les bourgs ? Les élus ont souhaité laisser plus de liberté aux petites communes.
- Les filières agricoles mériteraient d'être mieux précisées dans le SCoT. Le diagnostic présente ces filières et notamment celle de l'élevage qui est essentielle pour le territoire. L'élevage est repris dans le PADD qui affirme le rôle de l'élevage dans le paysage.
- Le département est actuellement en cours de réalisation d'une étude concernant la téléphonie mobile.

Axe 2

- La gestion de l'eau et la question de la concurrence entre les usages de l'eau mériteraient d'être mentionnés. Elle devient de plus en plus problématique avec les sécheresses qui sont

de plus en plus récurrentes. Les nappes phréatiques ne se remplissent plus suffisamment chaque hiver. Il faut inscrire la priorité pour l'alimentation humaine. L'irrigation des cultures ne doit pas être prioritaire.

- Les périmètres des monuments historiques peuvent être modifiés en accord avec l'Architecte des Bâtiments de France, pour correspondre à un périmètre modifié des abords prenant en compte les espaces en situation de covisibilité avec le monument.
- L'évolution de l'agriculture correspond au phénomène de diversification des activités agricoles : ateliers de transformation, vente directe, accueil à la ferme.
- La notion de linéaire bocager structurant semble réductrice. Elle devra être définie à travers l'inventaire du bocage sur le territoire. La taille verticale, et non pas horizontale devrait être imposée.
- L'éolien n'est pas vraiment évoqué ni encouragé. Les élus n'ont pas souhaité mettre en place plus d'outils concernant l'éolien.
- La méthanisation utilise beaucoup de cultures intermédiaires, il est dangereux de l'encourager car ces cultures viennent en concurrence avec une agriculture destinée à l'alimentation.
- La voie verte Châteauroux - La Châtre devra être accompagnée. Le DOO mentionne cette voie verte. L'ensemble des voies vertes, Compostelle à vélo, Indre à vélo, Loire à vélo, sont mentionnées dans le DOO. Les PLUi devront favoriser leur maillage.
- L'hébergement doit aussi être une priorité et doit être développé en cohérence avec ces voies cyclables. Les visiteurs doivent faire des détours pour être logés, ce n'est pas un atout pour le territoire.

Axe 3

- Le projet de 2900 logements est incohérent avec la dynamique passée. Beaucoup moins de logements ont été construits des dernières années.
- La répartition des logements 40% en densification et 60% en extension est incohérente avec l'objectif de réduction de la consommation foncière.

Pays de la Châtre en Berry - Elaboration du Schéma de Cohérence Territorial

COMPTE-RENDU RÉUNION PUBLIQUE

3 octobre 2019, La Châtre

La réunion publique a concerné spécifiquement le Document d'Orientation et d'Objectifs. Elle s'est déroulée en deux temps :

- Un premier temps d'atelier (30 minutes) : les participants s'informent, débattent et font des propositions autour de trois stands présentant les panneaux de synthèse de chacun des trois axes du DOO. Les propositions et interrogations sont retranscrites sur des post-it placés à côté des objectifs débattus.
- Un second temps de plénière (1 heure) : le BE présente de manière plus exhaustive les outils mis en place dans le DOO. Un temps est dédié aux questions à la fin de chaque axe. Les élus, les services et le BE répondent aux questions et alimentent le débat.

Nombre de participants : 50 personnes

Le calendrier, la possibilité de faire des commentaires dans le registre de concertation et le reste de la procédure avec notamment l'enquête publique sont rappelés.

Axe 1

- Une orientation générale sur la jeunesse aurait permis de mettre en évidence cette volonté d'accueillir les jeunes plutôt que de disperser les objectifs pour les jeunes dans le DOO.
- Des axes de communication, routes et voies ferrées, devraient être développés pour accompagner les activités économiques.
- Il faut prioriser le remplissage des ZAE avant de prévoir des extensions.
- Le seuil des 350m² a été choisi comme moyenne de surface pour les commerces en centre-bourg.
- Limiter la présence des commerces dans les ZAE n'est pas assez précis. Il faut être plus volontariste.

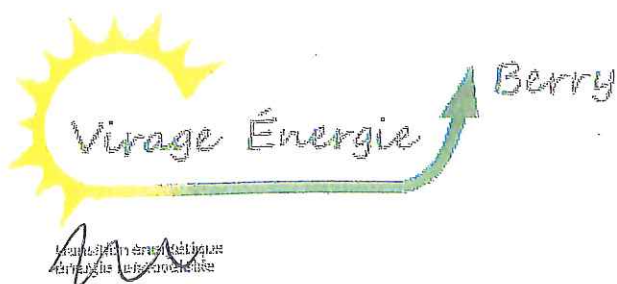
Axe 2

- Le terme de polyculture-élevage doit être repris dans le SCoT. C'est ce secteur qui structure l'économie locale et le paysage.
- La préservation des paysages et le développement éolien ne sont pas compatibles.

- L'éolien peut bien s'intégrer au paysage dans certains secteurs.
- Le projet de contournement de la Châtre risque également d'avoir un impact dans le paysage. Pourquoi n'est-il pas mentionné dans le SCoT. C'est un projet récent qui n'est pas encore validé. Les élus n'ont pas souhaité le mentionner.
- Le projet de devenir Pays d'Art et d'Histoire n'est pas mentionné. Les élus n'ont pas souhaité le mentionner.

Axe 3

- La démographie est en baisse dans l'Indre, comment faire pour atteindre l'objectif défini par ce projet ? Les bourgs dépérissent, comment faire concrètement pour réaliser les intentions écrites dans le SCoT ?
- Le nerf de la guerre est le travail. C'est essentiel pour garder des jeunes sur le territoire. C'est pourquoi les élus ont souhaité positionner l'économie ne premier axe du SCoT.
- La question du PNR n'est pas abordée. Le dossier d'opportunité de créer un PNR doit être cohérent avec le SCoT dans son discours.



MANIFESTE

Avant propos

La création en 1988 du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat), a conduit à de nouvelles connaissances de plus en plus précises sur l'évolution du climat. Les rapports et conférences internationales s'enchaînent.

Le monde a pris conscience qu'un bouleversement planétaire majeur d'origine humaine était en cours. Il est temps de se mettre en ordre de bataille pour faire face et agir de manière résolue en s'appuyant sur la prise de conscience citoyenne qui relève aujourd'hui autant du vécu que d'une nécessité.

Les dirigeants de ce monde sont en responsabilité pour constater, sinon dénoncer ce bouleversement et agir pour la planète.

Le temps est compté comme le montre un récent rapport de l'ONU : le coût de l'inaction à l'horizon 2020 et 2030 rendrait caduc l'objectif de l'accord de Paris (2016) de limitation à 2° du réchauffement à 2050.

La prise de conscience doit maintenant se traduire avec force dans les actes.

La transition énergétique engagée formellement en France avec le Grenelle de l'environnement et la loi de 2015 pour la croissance verte dite TECV (Transition Énergétique pour la Croissance Verte) répond aux enjeux du climat, mais aussi à celui du gaspillage et de la raréfaction des ressources. Elle est partie prenante de la réponse écologique pour préserver les ressources de la terre, à la biodiversité malmenée.

Les progrès de la connaissance (météo France pour notre pays) documentent de manière précise les projections à 2050-2100 par des modélisations régionalisées du climat.

Bien que le Berry soit préservé d'impacts spectaculaires comme la montée des océans ou encore la fonte des glaciers, les habitants de nos territoires sont témoins de phénomènes naturels dont la fréquence et l'intensité s'accroissent notamment depuis les années 2000 : sécheresses, augmentation des températures d'été, diminution des jours de gel et d'enneigement, pluies irrégulières, cours d'eau à sec et inondations, etc.

Ces phénomènes s'ajoutent à des inégalités sociales et économiques de plus en plus nettes entre territoires dans notre région.

Face à ce constat, largement partagé dans les consciences même s'il est rarement énoncé, le défi réside dans la conviction que tout cela n'est pas une fatalité ; que décideurs comme population, pouvons construire ensemble et contribuer là où nous sommes et agir efficacement face à cette dégradation programmée de la vie sur terre.

L'association virage énergie Berry (VEB) a l'ambition de faire de la transition énergétique une opportunité et un tremplin vertueux pour un avenir assumé, loin du fatalisme ambiant.

Il s'agit :

- de bien poser les enjeux, de définir ensemble un objectif de référence, et d'agir, citoyens comme représentants élus ou de l'Etat.
- de mobiliser sur un projet commun ambitieux qui vise, à redonner de l'espoir aux gens, saisissant l'opportunité que présente la transition énergétique pour notre territoire.

Le Berry se doit de prendre le virage qui lui redonnera un nouveau souffle et un nouveau visage.

La prise de conscience citoyenne, l'éveil des territoires, l'impact grandissant des questions de santé, de pollution, la relance législative de 2015, le plan d'investissement de mandature, la maîtrise technique des alternatives dessinent aujourd'hui un paysage porteur d'avenir.

Historique et Contexte

Le rôle moteur de l'Europe : le « paquet énergie climat » pour 2020 prévoyait une baisse des émissions de gaz à effet de serre (GES) de 20%, l'atteinte de 20% d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale et 20% de gains d'efficacité énergétique en énergie primaire. Il a donné lieu notamment aux directives efficacité énergétique, écoconception et étiquetage des produits. Les négociations sont en cours sur le **nouveau paquet énergie climat** pour 2020/2030 afin de :

- Réduire la dépendance énergétique de l'Europe à l'égard des énergies fossiles
- Réduire de 30% l'émission de CO2 émis par les véhicules

La France a accompli quelques gestes forts mais discontinus. Notre pays reste globalement en retard dans la transition énergétique ; sans doute encore anesthésié par la prévalence de l'énergie nucléaire, et l'encouragement pendant de nombreuses années des véhicules diesel, il a manqué longtemps l'occasion de basculer vers une fiscalité favorisant des mesures pour l'écologie.

Les lois dites « Grenelle I » et « Grenelle II » adoptées en 2009 et 2010 et la Loi TECV (août 2015) regroupent un ensemble d'engagements et d'objectifs généraux à moyen et long terme dans de nombreux domaines : bâtiment, énergie, transports, biodiversité, etc.

Les grandes orientations de la Loi TECV :

- o Diminuer les émissions de GES de 40% en 2030 par rapport à 1990
- o Réduire la part du nucléaire à 50% de la production d'électricité en 2025
- o Développer les énergies renouvelables : montée en puissance des énergies renouvelables (ENR) à hauteur de 23% en 2020 et 32% dans la consommation d'ici 2030
- o Rendre les transports moins polluants
- o Réduire les déchets de 30% en 2030 par rapport à 2012 et améliorer le recyclage
- o Lutter contre le gaspillage alimentaire

La loi Notre (2015) favorise le rôle moteur des territoires dans la transition énergétique (TE) notamment au travers des outils de planification territoriale.

Les orientations de la législature 2017 s'appuient principalement sur le Plan d'investissement 2017/2022 présenté en septembre 2017 de 57 Mds : 20 Mds y sont dédiés à la transition énergétique : 7 milliards serviront à « développer les énergies renouvelables » et 9 milliards d'euros devront permettre « d'amplifier l'effort de rénovation thermique des bâtiments », notamment en divisant par deux le nombre de « passoires thermiques ».

Le renforcement du programme « habiter mieux » de l'agence nationale de l'habitat (ANAH) constitue une forte opportunité pour nos territoires. Outre une enveloppe de prêts de 3 milliards de la CDC (Caisse des Dépôts et Consignation) dans les organismes de logement social est prévu le développement d'innovations financières -utilisation des gains d'efficacité- pour accélérer la rénovation de bâtiments publics .

En 2017, La Région Centre Val de Loire lance de son côté l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité du Territoire (SRADDET). Il comportera en son sein et dans l'annexe SRCAE (Schéma Régional Climat Air Énergie) un volet transition énergétique par ailleurs encouragé au travers de divers programmes, contrats et plans régionaux ou ADEME/Région (Contrat Régional de Solidarité Territoriale, programme ENERGETIS, Plan Bâtiment Durable, Contrat d'Objectif Territorial Énergies Renouvelables, schéma régional biomasse, etc.).

Le bilan régional reste contrasté. En effet, malgré les efforts programmatiques et les différents plans et contrats passés depuis 2012, les pesanteurs et incertitudes institutionnelles n'ont pas facilité la mobilisation des acteurs dans une conjoncture économique défavorable.

Pourtant, les dispositifs de soutien financiers existants sont nombreux, mais souvent dispersés et les moyens humains disponibles sont insuffisants, malgré le développement d'ALE (Agences Locales de l'Énergie Cher et Indre), la

présence de CEP (Conseillers en Économie Partagée) auprès de collectivités, le rôle des syndicats d'électrification départementaux et d'OPAH autour du programme « habiter mieux » et les soutiens des expertises de l'Etat (DDT, DREAL et ADEME).

Les conditions sont réunies pour un élan en faveur de la transition énergétique pour autant que les autorités et les acteurs combinent efficacement les programmes qui existent et leur mise en œuvre.

Le Berry (Cher et Indre) : Etat des lieux

L'espace du Berry (champagne berrichonne, bocage du Boischaut, parc de la Brenne, ses villes petites ou moyennes, ses nombreux villages) est bien identifié aux marges de la région et du Massif central.

Dans le sud de la région Centre val de Loire, le Berry (Cher et l'Indre) perd en attractivité, et s'appauvrit ; l'activité économique perd en dynamisme et la population décline. La richesse se concentre sur l'axe ligérien.

Démographie :

3 Son poids démographique (près de 540 000 habitants) est décroissant ; de nombreux indicateurs sont défavorables : 25% de la population régionale, centre bourgs et villes en déprise ; projections démographiques négatives à 2050 ; fort indice de vieillissement.

Economie :

La désindustrialisation touche fortement le Berry et la crise de 2007, qui aura duré près de 10 ans, a impacté fortement le secteur du bâtiment (niveau de construction fortement diminué sans que la réhabilitation n'ait pris le relais), l'emploi, le niveau de pauvreté et de précarité.

Le Berry ne s'en est d'ailleurs toujours pas relevé contrairement à d'autres territoires. Il est donc important, au-delà d'un diagnostic lucide qui ne doit pas conduire au fatalisme, de disposer de facteurs de développement propres et durables.

Habitat :

Le poids du bâtiment en région et dans le Berry est plus élevé dans les consommations d'énergie finale que la moyenne France (près de la moitié contre 40%).

En effet, plus de 70% de la population vit dans l'habitat individuel dont 70% est classé en catégorie F ou G (passoires énergétiques).

Soulignons également que la population du Berry vivant dans un habitat potentiellement indigne (PPPI) est bien supérieure à la moyenne régionale : l'étude INSEE de 2016 sur la vulnérabilité énergétique des ménages (logement et déplacements) montre une vulnérabilité particulièrement forte des bassins de Chateauroux-Le Blanc-Issoudun et Saint-Amand-Montrond et dans une moindre mesure de celui de Bourges.

Mobilité :

La chute des emplois industriels, et du BTP, non compensée par le développement de l'emploi tertiaire a une conséquence défavorable sur les déplacements domicile travail en les accroissant alors qu'ils sont déjà conséquents et que les réseaux de transports collectifs sont peu développés sauf dans les villes moyennes.

Energie:

La Région Centre Val de Loire est autonome énergétiquement à hauteur de seulement 10%, tout en exportant l'électricité produite par ses centrales nucléaires.

L'autonomie énergétique du Berry est analogue à celle de la Région Centre Val de Loire.

Sa production hors nucléaire est de 2020 GWh pour une consommation totale de 16 218 GWh/an (soit environ 12,5%).

- Le potentiel biomasse (forêts, bocage et déchets) dans l'avenir biogaz est important et insuffisamment, sinon mal exploité. L'énergie solaire est faiblement mise à contribution.
- La ressource hydraulique est limitée à la Creuse.
- Malgré un développement certain, l'éolien reste en retrait

Néanmoins des réalisations locales sont bien présentes :

- SCIC Berry Énergie Bocage qui regroupe des agriculteurs, des élus, des associations, etc.
- SEM ENR (ex Issoudun)

- BERHY (production hydrogène renouvelable + stockage)
- 10 territoires se sont lancés dans des projets TEPCV « Territoires à Énergie Positive pour la Croissance Verte » qui entendent poursuivre leurs efforts
- SDE : Déploiement de bornes de recharge électrique et appui à la rénovation énergétique (CEP)
- Développement de l'autopartage pour les trajets domicile travail

La mutualisation des dispositifs de financement facilite l'émergence de projets significatifs et innovants.

Le Berry doit tendre vers une plus grande autonomie et efficacité énergétiques pour asseoir son développement économique qui doit reposer sur ses atouts patrimoniaux et paysagers et sur une conscience locale aiguë des changements à opérer pour sortir de la spirale du déclin.

Le Berry (Cher et Indre) : Enjeux / Objectifs

Le réchauffement climatique est sans équivoque et va se poursuivre, mais il peut être contenu.

La réalisation des objectifs France à 2030 est possible, malgré le retard dans la transition à 2020, si les territoires s'engagent résolument dans cette voie, largement ouverte par les récentes lois de 2015 (loi Notre notamment).

Les objectifs régionaux et nationaux doivent servir le Berry qui doit s'en saisir pour son développement.

L'enjeu essentiel pour le territoire est de **prendre le virage énergétique** à l'horizon 2020/2030 et de l'ancrer dans la durée.

Cela veut dire faire passer la consommation énergétique du Berry actuellement de 16218 Gwh à -20% en 2030 et à -50% en 2050 en diminuant le gaspillage et en améliorant l'efficacité énergétique.

La part des ENR dans la consommation à atteindre à l'horizon 2020 est fixée à 23%.

Dans le même temps, les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites de 40% en 2030 par rapport à 1990.

Les objectifs d'une transition énergétique réussie supposent de :

- **lutter contre la précarité énergétique et assurer le confort énergétique des populations,**
- **former des acteurs locaux** afin de répondre à l'exigence des nouveaux emplois : formations, reconversions, etc. et des territoires en restructuration (intercommunalités, métropoles, etc.),
- **développer** des nouvelles filières professionnelles et industrielles et recourir à l'économie mixte (SEM) pour assurer une économie locale,
- **mettre en œuvre des initiatives citoyennes** exemplaires et encourager l'épargne solidaire (se regrouper pour financer un projet de production d'énergie renouvelable financées et gérées par les citoyens et les collectivités locales),
- **d'inscrire résolument la transition énergétique dans la planification territoriale.**

Bâtiment : gaspiller moins, développer le marché de l'entretien rénovation et ménager l'espace :

La consommation énergétique dans l'habitat est le premier poste avec 48 % de la consommation énergétique totale. La réhabilitation des bâtiments pour améliorer l'efficacité énergétique induira un développement économique par la création de filières locales pour la réalisation de ces travaux (matériaux d'isolation, construction de maisons passives, etc.) tout en améliorant le confort des habitants et en réduisant leur facture énergétique.

La rénovation du patrimoine devrait être un volet essentiel d'un plan de développement économique du Berry qui peut encore moins que la Région parier sur un développement basé sur la construction neuve.

Les collectivités doivent montrer la voie.

Mobilité :

Le transport est le second poste de consommation avec 31% de la consommation énergétique globale. La nécessaire limitation des gaz à effet de serre va conduire à une modification des moyens de déplacement et à la création de nouveaux centres de production à partir des ressources non délocalisables d'une part (bois, méthanisation) et des autres ressources, d'autre part. Une nouvelle organisation de l'espace rural par le rapprochement habitat/activité riches en emplois et limitant les déplacements domicile/travail est nécessaire.

La transformation du parc automobile est indispensable et s'amorce avec des offres nouvelles qui doivent devenir plus accessibles.

Economie :

La transition énergétique est un fort levier de développement économique et donc de créations d'emplois locaux non délocalisables.

Elle constitue un véritable enjeu dans le domaine de la formation pour répondre à la création de ces nouveaux emplois.

Le Berry pourrait devenir un pôle d'excellence permettant de fixer les jeunes et la population sur le territoire et de réduire la précarité.

L'émergence des ENR propose de nouveaux modèles de développement (investissements « participatifs » notamment) qui génèrent d'importantes retombées fiscales pour les territoires dans une période où les baisses de dotation de l'Etat impactent les politiques publiques locales, et également des perspectives de création d'emplois durables (ingénierie, fabrication, installation, maintenance, etc.).

Energies :

En matière d'énergies renouvelables, le Berry dispose d'un potentiel encore largement sous exploité :

- Solaire photovoltaïque/thermique
- Eolien
- Biomasse (bois, paille, déchets fermentescibles): Le développement durable de la filière bois énergie montre l'importance de préserver les paysages de bocage, des modes d'agriculture combinant tradition et modernité et d'avoir une gestion durable pour la biodiversité.
- Géothermie : 46% du territoire a un très bon potentiel

Gouvernance :

La faiblesse des moyens/compétences des communes sinon des intercommunalités sur la transition énergétique et une utilisation insuffisante des dispositifs publics existants, souvent complexes ou mal articulés, peuvent être surmontés rapidement pour autant que les institutions s'en donnent les moyens et coopèrent efficacement : *mutualiser les compétences habitat, aménagement et transition énergétique (entre intercommunalités et communes notamment) est indispensable pour relever le défi du développement économique et social.*

La réussite de l'action collective dans le Berry passe par une gouvernance renouvelée, un engagement fort et conjoint des institutions fort nombreuses qui traitent ou ne traitent pas de cette question décisive pour l'avenir.

Des mécanismes d'aller et retour sont prévus en 2018 dans l'élaboration du SRADDET avec les niveaux bassins de vie et intercommunalités pour une cohérence des documents, favorables à l'exercice démocratique et donc au développement de la confiance des citoyens vis-à-vis des institutions et notamment des instances élues.

Un calendrier 2017/2020 optimal pour structurer/dynamiser la transition sur le territoire, en termes de coopération, de démocratie d'aménagement pour des réalisations durables et exemplaires :

1. Les outils de planification (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, Schéma de Cohérence Territorial) profondément rénovés en 2015 constituent une opportunité majeure et immédiate, les volets habitat et transition énergétique ont été renforcés et ne demandent qu'à être utilisés ; de nombreux PLUI et SCOT sont en cours d'élaboration : ils doivent déboucher dans le même calendrier (2019) que le SRADDET.
2. La Région peut aussi s'appuyer sur le plan national d'investissement pour revisiter ses programmes en faveur de la transition énergétique à l'horizon 2020/2022 en impliquant les territoires, les ALE, les syndicats d'électrification, les conseils départementaux et l'ADEME.

La région dispose aujourd'hui d'outils de prospective à 2050 fondés sur la régionalisation des scénarios négaWatt / Afterre 2050, qu'il convient de prendre en compte pour le virage 2020 et la massification de la rénovation 2030.

Il conviendrait que Région, ADEME et Conseils départementaux s'engagent conjointement dès 2018 dans le cadre du prochain SRADDET et du plan national d'investissement et soutiennent les initiatives des territoires engagés dans les TEPCV et la transition énergétique dans les PLUI/SCOT ou les CRST. Il conviendrait qu'une entité pilote se mette en place.

C'est un moment privilégié que le Berry doit saisir pour aller de l'avant : la transition énergétique permettra aux deux départements Indre et Cher, aux territoires qui la composent gérés par les pays, les intercommunalités de prendre l'initiative d'un développement économique autonome et durable allant au-delà d'une nécessaire politique de cohésion.

L'association Virage Energie Berry (VEB) : à quoi ça sert ? qu'est-ce qu'on attend ?

La transition énergétique dans le Berry : un facteur de bien vivre et de dynamisme retrouvé

Virage Energie Berry est une association portée par des citoyens d'origines diverses, issus de la sphère locale, économique, associative, syndicale, chambre professionnelle ou autre. Convaincus que l'enjeu de la transition énergétique, défi mondial lié au dérèglement climatique, au gaspillage des ressources et aux systèmes économiques, constitue une opportunité à saisir pour le Berry.

Chacun conviendra, que les décisions macro politiques de portée nationale, voire internationale n'auront un effet

marqué que si chaque citoyen devient conscient des enjeux, puis acteur de ce changement.

La multiplicité des acteurs institutionnels, la complexité sociétale, mais aussi la technicité du sujet, font trop souvent de la transition énergétique un sujet d'experts, réservé à un cercle d'initiés ou de militants de la première heure.

Virage Energie Berry a l'ambition de :

- **Mettre en relation** tous les acteurs de la TE :
 - o les citoyens, directement impactés par les conséquences du dérèglement climatique et de la raréfaction des ressources. Ils disposent sans en avoir toujours conscience, d'un vrai pouvoir d'influence et de vraies capacités d'action. Directement, par leur choix de vie, par leur choix de consommation et d'investissement, et enfin par leur choix de vote et d'exercice en continu de la démocratie.
 - o les élus à qui revient de faire les bons choix avec l'ensemble des autorités, et notamment l'administration et les agences compétentes. A l'échelle locale, les maires, les présidents d'intercommunalité, les élus départementaux et de la région, ainsi que toute personne disposant d'un mandat au nom des citoyens dans une instance de décision territoriale.
 - o le tissu économique local, et notamment les entreprises privées du secteur, qui sont aussi directement concernées par le fort potentiel de développement économique de la transition énergétique.
- **Assurer une veille réglementaire et institutionnelle** pour consolider les informations nécessaires.
- **Intervenir dans les débats** lors des concertations pour l'élaboration des documents cadres SRADDET / SCOT / PLUi.
- **Agir sur l'orientation des politiques locales** par des pratiques vertueuses pour l'environnement, et favoriser la création d'activités économiques durables stimulées avec la transition énergétique.
- **Identifier, soutenir** les acteurs et les actions de la transition énergétique.
- **Constituer un réseau** pour mettre en relation toutes les initiatives qui vont dans le sens de la transition énergétique, véritable relai de ses actions sur le terrain. Élus, entreprises, institutions, organisations, associations, sont répertoriés et régulièrement mis à contribution. Cela passe par une diffusion large et exigeante de l'information, visant délibérément à convaincre les décideurs ou futurs décideurs de ne pas céder à la facilité ou au fatalisme.
- **Soutenir un Berry dynamique**, fier de ses atouts et redonner confiance en l'avenir de leur région.
- **Favoriser et communiquer**, autant que faire se peut, sur les initiatives locales allant dans le sens de la transition énergétique et du développement économique qui en découle.
- **Encourager et suivre les initiatives** allant dans le sens d'un renouveau économique, sociétal, environnemental, pour faire de la transition énergétique une opportunité de croissance.
- **Sensibiliser les citoyens et les décideurs** aux enjeux liés à la transition énergétique.
- **Organiser des débats citoyens** et avec les décideurs au plus près du terrain à destination du grand public.
- **Vulgariser les questions de transition énergétique** (rapports de référence comme les scénarios régionalisés négaWatt/Afterre 2050, modes opératoires).
- **Démontrer la pertinence des choix technologiques** en matière énergétique (énergies renouvelables, efficacité énergétique ; secteurs de la production, etc.)

La volonté de faire naître une conscience collective dans le Berry quant à l'opportunité de croissance que constitue la transition énergétique tout en répondant aux enjeux planétaires est notre ambition.



**Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable
et d'Égalité des Territoires, région Centre Val de Loire
Contribution pour le territoire du Berry**

L'empreinte écologique des sept milliards et demi de terriens, est égale à une Planète Terre et demie. Celle de la France égale à trois planètes terre et celle de la région Centre Val de Loire probablement proche de trois également.

Comme le mythe grec d'Erysichthon nous le rappelle, ce roi s'autodévora parce que rien n'assouvissait sa faim suite à la punition de la déesse Déméter pour l'outrage qu'il avait fait à la nature.

Nous nous comportons ainsi, souvent dans la démesure, comme si notre planète avait des ressources illimitées. Notre société est autophage et les conséquences seront très lourdes si nous ne modifions pas nos comportements.

La transition énergétique engagée avec le Grenelle de l'environnement et la loi 2015 pour la croissance verte répond aux enjeux du climat, et aussi à celui du gaspillage et de la raréfaction des ressources.

La réalisation des objectifs France comme en région centre à 2030 est possible, malgré le retard à 2020, si les territoires s'engagent résolument sur la base de politiques publiques cohérentes et s'appuient sur les énergies citoyennes.

Il s'agit de bien poser les enjeux, définir un objectif de référence, mobiliser sur un projet commun ambitieux visant à redonner espoir aux gens en saisissant l'opportunité que présente la transition énergétique pour le Berry.

Les documents de planification et contractuels existants sont nombreux, les politiques publiques dispersées et les volontés insuffisamment affirmées : **tous les acteurs du territoire doivent être en mesure de s'engager conjointement dans cette voie.**

Le cadre du SRADET couplé avec des programmes d'action et des financements adaptés et appuyé sur des documents de planification locaux tournés vers l'avenir est une formidable opportunité.

L'enjeu essentiel pour le territoire est de prendre le virage énergétique à l'horizon 2020 et de l'ancrer dans la durée.

Construire un développement économique, social et environnemental durable, passe par la mise en place d'un plan de développement Berry basé sur la transition énergétique et écologique.

A.Introduction :

Nous ne nous appesantirons pas sur le diagnostic de notre territoire, bien documenté. La multiplicité d'indicateurs démographiques, économiques et sociaux dans le « rouge » ne doit pas servir de prétexte à l'inaction.

Cela suppose un profond renouvellement des codes et une ouverture que ni les lamentations, ni le repli sur soi ne sauraient nourrir.

Dans cette contribution, nous ne traiterons pas de tous les secteurs ni de tous les sujets.

Nous proposons un cadre d'intervention que nous voulons aussi clair que possible.

Nous considérons que le développement économique du Berry ne peut ni ne doit reposer sur une division artificielle entre enjeux économiques, sociaux et environnementaux, approche réductrice, inefficace et source d'un développement inégal.

Nous nous concentrerons donc principalement sur **les objectifs régionaux « amplifier la transition énergétique » et « développer une économie au service de l'emploi capable de relever les défis climatiques et environnementaux »** pour dérouler cette approche transversale qui touche également d'autres objectifs de la région (attractivité, modèle d'aménagement, habitat....).

L'ambition proposée pour le Berry est d'être un pôle d'excellence dans la mutation de l'agriculture, dans la gestion d'un environnement durable (ressource en eau, biodiversité), dans la reconquête de l'habitat existant, des centres villes et des centres bourgs ainsi que la promotion d'un tourisme se développant à partir d'un patrimoine bâti et naturel vivant.

Il nous faut saisir ensemble les opportunités des politiques publiques régionales et nationales sur 2018/2022, prendre le virage énergétique et crédibiliser la vision 2035 portée par le SRADET.

B. Enjeux et conditions de la réussite du SRADET:

Cela suppose que la question du changement climatique -qui est devenu clairement un enjeu économique- soit présente de manière explicite dans le rapport SRADET (partie diagnostic) ; ce qui est aujourd'hui possible, compte tenu de la régionalisation des scénarios climatiques (météo France...).

Une démarche pertinente de transition énergétique doit s'appuyer sur :

- une combinaison du développement des ENR et rénovation /efficacité énergétique, notamment dans l'habitat
- une mise en valeur des compétences et des bonnes pratiques allant vers plus de sobriété et d'intelligence collective
- une approche en terme de développement économique endogène du Berry

Cela nécessite également une évolution des gouvernances et des dispositifs, ce qui nous amène à faire quelques propositions de méthode y compris au niveau régional.

La réussite du SRADET est, au-delà des objectifs, des règles et des recommandations, dans son chemin

- **La perspective pour le Berry comme pour la Région, c'est l'horizon 2030/2035, appuyée sur un programme d'actions à mettre en œuvre sur 2018/2023 matérialisant le virage 2020 : il s'agit de rendre la transition visible, désirable et que chacun décideur, habitant se l'approprié**

- Pour ce faire, il faut disposer d'un triptyque projet de territoire local/financements/contrats de transition écologique qui pourrait être le mode contractuel fédérateur de mise en place des actions sur les territoires

Dans l'étape qui vient, il est essentiel de compléter les travaux des ateliers 360° en portant l'attention sur la transversalité afin d'assurer la cohérence des actions envisagées et en considérant que la transition énergétique est un enjeu primordial.

C. Nos propositions

1. au niveau régional

- Surmonter dans l'action les cloisonnements des politiques publiques en les rendant cohérentes et lisibles
- Organiser l'action publique autour des territoires et non des découpages des schémas SRCAE/SRCE/PRPGD et autres plans ou programmes (TEPCV, COT ENR, habiter mieux, plan bâtiments durables)
- Organiser les interactions entre plan d'investissement du gouvernement (volet TE) et programme Cœur de Ville (cf. liste des villes retenues datant du 27/03)
- Mettre en place au niveau régional un **comité de pilotage de la transition énergétique**
- Mettre en place une **agence régionale de l'énergie avec ses antennes départementales** (notamment dans l'Indre) et organiser de manière active et cohérente le conseil aux particuliers d'un côté et aux collectivités de l'autre (y compris écoles, hôpitaux...)
- Mettre en place dès la fin de l'année la SEM régionale de tiers financement pour l'habitat privé avec un plan d'affaires 2019/2022 ambitieux et des moyens proportionnés

Intégrer un Plan Berry dans une délibération d'accompagnement de la présentation du projet SRADDET en octobre 2018. Le SRADDET intégrerait en 2019 ce plan Berry

Il comprendrait :

- la déclinaison d'objectifs du SRADDET autour de la transition énergétique et écologique (TEE)
- un contrat cadre pluri partenaires Région, les deux CD, ADEME, ANAH, CDC, les deux SDE, Etat, pays, EPCI, bailleurs sociaux) , intégrant des initiatives et programmes de type PNR Boischaut sud, COT ENR, entretien et valorisation du bocage, Cœur de Ville, habiter mieux, précarité énergétique, bâtiments publics(COEP) ; intégrant les financements correspondants de chacun des partenaires
- le développement d'une filière professionnelle et la promotion d'un artisanat relevant le défi de la transition
- l'information des habitants et des formes d'implication pertinentes en s'appuyant sur les nouvelles technologies

- « Conforter les quotas Transition énergétique et Biodiversité dans les CRST et les renforcer pour les CRST concernés par le plan de développement Berry ».
- S'appuyer sur des mécanismes de financement innovants (ex : fonds et avances remboursables pour les bâtiments publics-collectivités locales notamment, permettant de démultiplier des actions du CRST (ex : COEP et plan isolation)
- Mettre en place un fonds régional s'appuyant sur une économie de la transition énergétique dans les communes et intercommunalités : ce fonds reposerait sur la sanctuarisation de la transition énergétique par les réemplois des recettes liées aux ENR et des économies liées à l'efficacité énergétique des bâtiments publics (généralisation des COEP, mise en place de mécanismes de type intracting avec avances remboursables ; mise en place d'économies de flux
- Soutenir en priorité des programmes Cœur de Ville ou équivalents et Habiter mieux conjoints et de manière commune entre CD, Région et Etat
- Proposer pour ces projets une ingénierie amont de type AMO (assistance à maîtrise d'ouvrage ou diagnostic avec l'appui des CEP des SDE et notamment des diagnostics/enjeux TE ; et disposer d'un projet territorial commun aux deux programmes, notamment dans le Berry, très touché par la vacance et en déprise démographique
- Contractualiser entre région / départements et SDE, ADEME et ANAH sur l'ingénierie de la TE pour l'élaboration des projets de territoires (Cœur de Ville, SCOT et PLUI) pour que la TE soit opérationnelle notamment là où il n'y a pas d'obligation de PCAET)
- Ne pas soutenir par des financements publics et notamment régionaux, par exemple la mise en place de PVC sur les menuiseries extérieures notamment dans les bâtiments publics ou la transformation de vieilles chaudières au fuel en chaudières fuel à condensation ; ne pas subventionner notamment dans des programmes d'adaptation le chauffage électrique
- Favoriser le développement des ENR et de l'efficacité énergétique particulièrement dans les zones commerciales, industrielles et logistiques de périphérie ; refuser toute extension de surfaces périphériques sans développement à cet égard ; financements publics éco conditionnés ; engager la rénovation des zones périphériques en ce sens (avec verdissement, ENR, destruction de bâtiments obsolètes et défigurant les entrées de ville)
- Utiliser le potentiel de simplification des procédures en cours au plan national notamment pour les projets éoliens pour mettre fin aux difficultés administratives et juridiques propres à surenchérir les coûts ; disposer d'une autorité environnementale claire.
- Proposer un AMI (appel à manifestation d'intérêt) régional des territoires citoyen sur les ENR fortement doté avec un cahier des charges ouvert (production, couplage avec la rénovation des bâtiments) intégrant les dispositifs de type Energie Partagée et SEM territoriale ; prévoir et garantir l'assistance aux territoires retenus selon un cadre général et des modalités adaptées à chaque territoire

2. au niveau local :

- Disposer d'ici 2020 de PLUI et SCOT avec inscription forte de la TE dans les documents et conditionner les aides aux aspects de la transition énergétique et écologique.
- Renforcer les expertises type conseil en économie partagée -CEP- (SDEI et équivalent Cher) ; avec montée en compétences internes, avec mise en place dans les intercommunalités d'économes de flux et/ou des profils de type chef de projet TEPCV notamment dans le Berry
- Déployer dans une logique opérationnelle et contractuelle des projets territoriaux à partir de la TE (cf. l'expérience de Saint Georges sur Arnon -voir dernier numéro la Bouinotte) ou avec un volet fort TE. Chaque territoire devra s'engager à mettre en œuvre un plan de TE qui devra apporter une contribution équitable et en phase avec les objectifs régional et national.
- Coupler dans les projets territoriaux programmes cœur de Ville et assimilés , habiter mieux et lutte contre la précarité énergétique ; le projet de territoire attendu par le gouvernement pour le programme cœur de ville dépasse la revitalisation commerciale des centres bourgs et centre ville et l'approche patrimoniale au sens historique. Ce peut être le cœur de projets mettant en valeur la rénovation de l'habitat (privé -OPAH...-et public-COEP renforcés-) et la lutte contre la précarité énergétique.

Cela suppose un engagement conjoint de la région, des départements et de l'Etat et des différentes agences (ANAH, ADEME) , opérateurs (SOLIHA).

- Engager une transformation des pratiques agricoles pour une alimentation saine, respectueuse des sols, des ressources en eau et de la biodiversité prenant en compte les objectifs climatiques.
- Entretenir et redévelopper le bocage (plantation de chênes et d'arbres interparcelles ; gestion économe des ressources en eau ...)
- Promouvoir et soutenir les projets de méthanisation mutualisés sans cultures dédiées (agriculture...) ; les petits réseaux de chaleur biomasse (ex Saint Plantaire), les initiatives locales favorables à la TE et à l'emploi agricole
- Développer dans les intercommunalités et les pays une approche patrimoine : sortir d'une logique de projets par bâtiment pour les bâtiments publics (s'appuyer sur les COEP dans les CRST et supprimer les subventions qui n'entrent pas dans un cadre entretien/maintenance/rénovation
- Mettre en place des postes d'économes de flux et de projet type TEPCV dans les intercommunalités pour franchir une étape décisive d'ici 2022
- Sanctuariser dans un fonds de type « intracting » (voir documents energy cities Stuttgart octobre 2017) dans les intercommunalités volontaires disposant d'un COEP(énergie patrimoine) les investissements sur les bâtiments publics ; utiliser les ressources dégagées par les ENR dans pour l'entretien et la rénovation du patrimoine dans les intercommunalités concernées

- Mettre en place des contrats de TE (CTE Etat) sur les territoires en cohérence avec les CRST et les autres dispositifs de financement de la TE
- Encourager pour la biomasse la fermeture des foyers ouverts dans les maisons individuelles : le marché fonctionne, mais il faut aller plus loin-campagne de communication régionale ; abondement du chèque énergie ...
- Mettre en valeur sur 2018 les expérimentations et réalisations locales et citoyennes du BERRY avec les SDE, AMORCE, l'ADEME et la CDC, pour encourager les attentistes, les fatalistes et résister notamment pour les ENR aux oppositions stériles et irrationnelles
- Développer le stockage de l'électricité issue des énergies renouvelables.

Association Virage Energie Berry
Centre Culturel George Sand
Place de l'église
36100 Saint Georges Sur Arnon

A Saint Georges Sur Arnon, le 13 Avril 2018

Monsieur Le Président du Syndicat
du Pays de la Chatre en Berry
15 Rue d'Olmor
36400 LA CHATRE

Monsieur le Président,

Nous vous informons qu'une association, loi 1901, a été fondée le 17-11-2017 dénommée : Virage-énergie-Berry. Son périmètre géographique d'action est celui des départements du Cher et de l'Indre.

Les membres de notre association s'inscrivent pleinement dans la transition énergétique, telle que définie par les politiques publiques, qu'elles soient internationale (COP, Europe...), nationale (loi grenelle, loi de transition énergétique, TEPCV...) ou régionale (SRCAE, SRADETT, plan durable...).

Notre association a pour objet d'une manière générale la protection de l'environnement et la transition énergétique sur nos territoires notamment :

- D'étudier et de débattre des moyens à mettre en œuvre à l'échelle du BERRY, pour atteindre au minimum le « facteur 4 », à l'horizon 2050.
- Diminuer les consommations d'énergie, dans les différents secteurs d'activités et dans le patrimoine bâti, dans la mobilité, sur le territoire du Berry et substituer des énergies fossiles dangereuses pour la santé et l'environnement.
- De promouvoir les résultats de ses travaux et de ses réflexions, études, contributions, débats et de les communiquer à un public le plus large possible.
- Informer, sensibiliser, mobiliser les citoyens, interpellier les autorités publiques, les élus, les acteurs publics et privés autour de la transition énergétique sur nos territoires,
- Faire émerger des projets citoyens de développement dans la production d'ENR, de rénovation, d'efficacité ou de sobriété énergétique.

Autant d'objectifs que nous avons voulu rassembler autour d'un manifeste fédérateur que nous avons le plaisir de vous transmettre en pièce jointe.

Les outils de planification (Plan local d'urbanisme intercommunal, schéma de cohérence territorial) profondément rénovés en 2015 constituent une opportunité majeure et immédiate, les volets habitat et transition énergétique ont été renforcés et ne demandent qu'à être utilisés. Selon nos informations, un SCOT sur votre territoire est en cours de réalisation.

Nous serions heureux d'avoir un premier échange avec vous-même et vos collaborateurs au sein de votre syndicat, afin de mieux faire connaissance, d'échanger sur nos initiatives respectives et d'en mesurer nos attentes.

Souhaitant vivement cet échange, dans cette attente, recevez, Monsieur le Président mes sincères salutations.

Les co-présidents

Jacques PALLAS



Jean-François TALARON



Copie : manifeste de l'association Virage Energie Berry